

15.03.05

ALIMENTATION, ACTIVITÉ PHYSIQUE ET SANTÉ -UNE PLATEFORME D'ACTION EUROPÉENNE

1 -Le problème

Les citoyens de l'Union européenne ne bougent pas assez et consomment trop: trop d'énergie, trop de calories, trop de matières grasses et de sucre, et trop de sel. La conséquence en est une augmentation substantielle et inquiétante dans l'ensemble de l'UE de la surcharge pondérale et de l'obésité. Cette tendance est particulièrement grave pour les enfants et les adolescents. Elle accroît les risques de maladie et réduit l'espérance de vie. Le coût humain est inacceptable. Le coût financier et économique est également lourd.

Les causes de cette maladie sociale sont multiples et les solutions ne sont pas simples. Un réseau d'experts de l'alimentation et de l'activité physique conseille la Commission en vue de l'élaboration d'une vaste stratégie destinée à soutenir les efforts déployés aux niveaux national et local pour s'attaquer au problème. De même que plusieurs projets axés sur l'alimentation, l'obésité et l'activité physique sont financés dans le cadre du programme d'action sur la santé publique. Les recommandations formulées dans les États membres et par l'OMS s'accordent sur le rôle des aliments dans un régime équilibré et sur les quantités globales à consommer. L'AESA a pour mission de contribuer à l'information sur ces problèmes nutritionnels. Mais il semble exister déjà des références très similaires en matière de régime alimentaire.

2 - Une plateforme d'action

Le problème est déjà suffisamment grave et présent pour que certains acteurs soient disposés à montrer l'exemple en prenant des mesures susceptibles de freiner, voire d'inverser la tendance. Ces acteurs ont constitué une plateforme.

Cette plateforme fonctionne sous la direction de la Commission européenne dont le rôle est avant tout de s'assurer que l'approche adoptée est placée sous le signe de la coopération et axée sur l'action, et de veiller à ce que les activités de la plateforme soient en harmonie avec l'action du réseau européen d'experts de l'alimentation et de l'activité physique et avec les idées avancées au sein du Conseil et du Parlement européen.

Le but de la plateforme est de mettre à la disposition de tous les acteurs intéressés au niveau européen un forum commun où:

- (a) ils peuvent expliquer comment ils entendent contribuer concrètement à la recherche d'une alimentation saine, à la pratique d'une activité physique et à la lutte contre l'obésité, et où leurs plans peuvent être discutés;
- (b) les résultats et les expériences des initiatives prises par les acteurs peuvent être publiés et analysés, de manière à rassembler avec le temps des témoignages plus probants de ce qui fonctionne et de décrire plus précisément les meilleures pratiques.

La plateforme ne mobilise pas encore tous les acteurs possibles, mais elle est ouverte à la coopération de quiconque souhaite apporter sa contribution. Les stratégies élaborées par la plateforme seront améliorées dès que de nouveaux éléments de preuve et de nouvelles orientations politiques se dégageront. Les résultats des travaux réalisés en participation seront une source de nouvelles informations en appui de l'analyse détaillée en cours.

Il est notoire que de nombreuses initiatives similaires ont déjà été lancées par des établissements scolaires, des entreprises, des ONG et des collectivités, et aussi que des réseaux comparables sont en construction ou opérationnels dans certaines régions ou certains États membres. Le travail accompli en ce moment par le réseau d'experts de l'alimentation et de l'activité physique est connu et une réflexion législative est engagée sur divers aspects de l'étiquetage des denrées alimentaires et les messages à vocation commerciale. L'esprit de la plateforme n'est pas de remplacer tout cela, mais d'établir une étroite collaboration avec d'autres initiatives, de partager rapidement avec des partenaires ou des émulateurs potentiels dans l'ensemble de l'Union européenne les résultats de tentatives fructueuses. L'espoir est de parvenir à faire de la plateforme un exemple que d'autres choisiront d'imiter et d'apporter de nouvelles idées pour le débat politique qui s'est engagé dans l'Union européenne.

3 - Domaines d'action

Les domaines d'action identifiés à ce jour par les membres actuels de la plateforme reflètent les diverses expériences des acteurs. Ce sont:

- l'information des consommateurs, notamment par l'étiquetage ;
- l'éducation :
- la promotion de l'activité physique ;
- la mercatique et la publicité ;
- la composition des denrées alimentaires, l'éventail d'aliments sains, la taille des portions.

Ces domaines se chevauchent et sont intercorrélés. La liste n'est pas exhaustive.

4 - Engagements en matière d'action

Les membres de la plateforme ont accepté de mettre en commun leurs plans d'action, de définir ce qu'ils entendent réaliser et de quelle manière. Afin de pouvoir allouer en connaissance de cause des ressources à ces plans, les participants conviennent de la procédure ci-après:

- La plupart, si pas l'ensemble des membres se sont déjà engagés dans la lutte contre l'obésité. Ils vont commencer par rendre compte des activités entreprises en 2004 et de celles déjà décidées pour 2005.
- Les actions à mener seront déterminées par chaque acteur (ou organisation membre) en concertation avec les actions de ses partenaires habituels qui sont concernés par le débat sur l'obésité. Tous les acteurs ne peuvent pas choisir d'agir dans tous les domaines d'action identifiés. Ils doivent repérer les domaines qui couvrent chaque volet de leurs engagements.
- L'engagement pris au niveau de l'UE dans le cadre de la procédure peut devoir être réalisé en accord avec des acteurs locaux et de manières différentes aux niveau national et local.
- Pour 2006, le but est d'amener chaque acteur à s'engager à consacrer un volume accru de ressources et à consentir davantage d'efforts pour des actions actuelles ou nouvelles destinées à inverser la tendance à l'obésité. Les plans d'action indiqueront clairement les auteurs de cet engagement. Lorsqu'un acteur s'engage au nom d'un groupement ou d'une fédération, l'ampleur de l'engagement sera délimitée aussi précisément que possible.
- Le but est de rallier autour des engagements pour 2006 une proportion considérable de membres et de définir des critères de référence ou des indicateurs d'action et de résultat.

5 – Suivi des actions

- Les acteurs évalueront leurs propres performances de manière transparente, participative et responsable, c'est-à-dire que le processus d'analyse des progrès réalisés et des résultats obtenus doit impliquer un certain pourcentage de parties prenantes de manière à produire des données fiables. Cela exige de nouvelles méthodes de suivi. Cette démarche est reconnue comme une importante contribution au travail des membres de la plateforme et sera communiquée et expliquée ici.
- Les participants désirent tous développer non seulement un autocontrôle participatif, mais aussi quelques meilleures pratiques plus ambitieuses en matière de contrôle, et notamment d'évaluation. La Commission et les acteurs s'engagent à développer une telle méthode tout au long de 2005.
- Les membres de la plateforme examineront les informations reçues à intervalles réguliers, en tireront des leçons pour les initiatives futures des plans d'action de chaque acteur.

6 – Durée des engagements

• Tous les membres de la plateforme admettent que le processus est une approche stimulante et novatrice. En 2006, ils vont évaluer les avancées réalisées et décideront de confirmer l'opération, de réorganiser la plateforme ou de l'abandonner, en fonction à la fois de ce qui a pu être fait avec elle et par d'autres moyens pour inverser la tendance actuelle. Il est entendu que les membres actuels pourront à ce moment revoir leur participation à la plateforme et que de nouveaux acteurs peuvent rejoindre le groupe à tout moment.

7 - Autres initiatives

La plateforme va servir à faire mieux comprendre le défi de l'obésité, à intégrer les réponses à ce défi dans un large éventail de politiques communautaires et à contribuer à l'extension future des domaines d'action.

À cette fin:

- La plateforme fera aussi office de forum où pourront être discutés des problèmes ne relevant pas encore formellement des domaines d'action. Dans cette perspective, au courant de 2005/2006, il sera procédé à un examen de la meilleure manière, pour d'autres politiques dans des domaines comme l'agriculture, l'environnement l'éducation et la recherche, de contribuer à la lutte contre l'obésité. Le commissaire en charge de la santé, en coopération avec ses collègues et leurs services, fournira les éléments clés de ce débat.
- La plateforme sera le moyen pour les participants, au travers des groupes de travail, d'approfondir leur niveau actuel de connaissances sur des questions fondamentales, notamment dans un premier temps sur "le mode de vie et la pratique d'une activité physique" et sur "les comportements des consommateurs: éducation, information et messages à vocation commerciale". À la fin de 2005, les participants réfléchiront à la possibilité d'étendre l'activité et de créer d'autres groupes de travail si les ressources le permettent. Il est suggéré de créer des groupes de travail consacrés entièrement à l'étiquetage des denrées alimentaires et à la mercatique et à la publicité.

8 - Demande d'aide

Les membres de la plateforme demandent à la présidence luxembourgeoise du Conseil de ministres d'appuyer cette initiative. Nous invitons le Conseil à la fois à impliquer les autorités nationales compétentes pour la santé et l'éducation et à encourager les professionnels de la santé, aux niveaux aussi bien local et régional que national, à consacrer des ressources à la reproduction des meilleures pratiques déjà proposées, et à coopérer fermement avec les participants en 2005 afin de générer la dynamique nécessaire. Nous invitons toutes les commissions du Parlement européen à soutenir nos efforts.

La plateforme est ouverte à quiconque peut y contribuer au moyen d'un plan d'action concret. Nous nous tournerons en particulier vers les professionnels de la santé, de l'éducation et des médias pour les impliquer effectivement dans nos travaux.

9 – Participants fondateurs

À ce jour, les participants à la plateforme sont:

Coordinateur: M. Markos Kyprianou au nom de la Commission européenne

M. Mars Di Bartolomeo, ministre de la santé et de la sécurité sociale du grand-duché de Luxembourg

M. Karl-Heinz Florenz, président de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen

Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA)

Confédération des industries agro-alimentaires de l'UE (CIAA)

EuroCommerce

EuroCoop

Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC)

European Modern Restaurants Association

European Vending Association (EVA)

Fédération mondiale des annonceurs (WFA)

Association internationale pour l'étude de l'obésité (IOTF)

Réseau européen des associations cardiologiques (REAC)

Comité permanent des médecins européens (CPME)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), représentée par le Bureau du siège et le Bureau régional de l'Europe, contribue à la plateforme dans les domaines techniques de sa compétence.

10 - Autres participants

Les organisations suivantes ont commencé à participer à la préparation de la présente initiative au cours des dernières semaines. Elles soutiennent le travail de l'équipe de la plateforme tout en continuant à délimiter l'ampleur de leur participation et de leurs contributions concrètes.

Comité économique et social européen

European Public Health Alliance (EPHA)

Organisations et coopératives agricoles (COPA-COGECA)

Société européenne de gastro-entérologie et nutrition pédiatrique (ESPGAN)

European Federation of the Association of Dieticians (EFAD)

Association des télévisions commerciales (ACT)

European Group of Television Advertising (EGTA)

Conseil européen d'information sur l'alimentation (EUFIC)

European Association for the Study of Obesity (EASO)

Fédération européenne de la restauration collective (FERCO)

Réseau International d'Action pour la Nutrition Infantile (IBFAN)